

L'optimisme a besoin de sous

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1140

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011713>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'optimisme a besoin de sous

ENERGIE 2000

est un programme d'action qui vise à:

- stabiliser la consommation d'énergies fossiles et les rejets de CO₂ au niveau de 1990 d'ici l'an 2000, puis les réduire;

- freiner la croissance de la consommation électrique jusqu'en 2000, puis la stabiliser;

- favoriser les énergies renouvelables; d'ici 2000 elles doivent représenter 0,5% de la production d'électricité et 3% de la production de chaleur;

- accroître la production hydroélectrique de 5% et la puissance des centrales nucléaires existantes de 10%.

Les objectifs sont fixés par le Conseil fédéral avec l'appui de tous les partis gouvernementaux et le programme est mis en œuvre par les collectivités publiques, l'économie et les particuliers.

Le programme est piloté par un groupe de contrôle dirigé par la Confédération avec la participation de représentants des cantons, des communes, des producteurs d'énergie et des organisations écologistes. Des groupes de travail dans les domaines des combustibles, des carburants, de l'électricité et des énergies renouvelables réunissent des spécialistes qui stimulent l'expérimentation, la formation et l'information.

(jd) L'optimisme d'Adolf Ogi est inébranlable. Présentant le troisième rapport annuel sur le programme Energie 2000, le conseiller fédéral s'est félicité des résultats déjà obtenus et de la voie choisie pour réaliser les objectifs du programme, à savoir la persuasion plutôt que de nouvelles réglementations. Pourtant, à considérer de plus près ces résultats, on est en droit de douter que la seule bonne volonté des collectivités publiques, des entreprises et des consommateurs garantisse à terme le succès de ce programme.

Tout d'abord l'armistice énergétique, difficilement signé entre partisans et adversaires du nucléaire, est sérieusement ébranlé depuis le retrait des organisations écologistes du volet atomique d'Energie 2000, à la suite de l'autorisation d'augmenter de 10% la puissance de la centrale de Mühleberg. Or la confiance mutuelle et la bonne foi sont indispensables pour la réalisation d'un plan d'action fondé sur l'adhésion volontaire.

Quant à l'évolution de la consommation énergétique, elle n'est guère réjouissante. Elle a certes stagné l'an passé et a même légèrement reculé au cours du premier semestre de 1993, mais avant tout à cause de la douceur inhabituelle du climat et de la récession économique.

Et puis, les différents éléments du programme n'avancent pas au même rythme: à la traîne, les objectifs concernant les énergies renouvelables (taux de réalisation de 15 à 20% pour la production de chaleur et de 6% pour la production d'électricité) alors qu'on est presque à la moitié du chemin de l'augmentation prévue de la capacité hydroélectrique. Ce qui est économiquement rentable avance plus rapidement et les énergies alternatives peinent. Ainsi il y a peu, les professionnels de l'énergie solaire ont lancé un cri d'alarme: le secteur photovoltaïque est au bord de la faillite alors que le solaire thermique vivote. Pourtant la Suisse fait figure de pionnier en la matière; elle dispose de techniques éprouvées et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Mais par manque de commandes, cette avance risque bien de fondre et avec elle des marchés prometteurs, c'est-à-dire aussi des emplois. Et le modeste but fixé par Energie 2000 — une puissance installée de 50 MW (situation à fin 1992: 3,8 MW) — ne sera pas atteint.

La faible motivation à économiser et à innover dans la production alternative d'énergie, c'est aux prix des produits pétroliers et de l'électricité qu'en incombe la faute: ils sont plus bas aujourd'hui qu'avant la crise de 1973!

Finalement la Confédération, qui avait annoncé une aide financière substantielle à Energie 2000, n'a pas tenu ses promesses: des 150 millions par an prévus, il n'en reste que 50; et le taux de subventionnement des énergies renouvelables a été ramené de 50 à 27%.

Certes, Adolf Ogi s'est clairement prononcé en faveur d'une taxe sur l'énergie ou sur les émissions de CO₂. Et les organisations écologistes viennent maintenant à la rescousse d'Energie 2000 avec deux initiatives populaires. Puisqu'on ne veut pas multiplier les réglementations, il faut modifier les comportements en renchérissant l'énergie. Si la direction est bonne, la réalisation prendra du temps, trop peut-être pour assurer dans les délais le succès d'Energie 2000. Alors pourquoi ne pas débattre de toute urgence de la proposition de l'Association des professionnels de l'énergie solaire pour sauver à la fois la branche et les objectifs d'Energie 2000 en matière d'énergies renouvelables? Pour redonner vie au marché photovoltaïque, il suffirait que les distributeurs d'électricité s'engagent, par contrat d'une durée de 15 à 20 ans, à racheter le courant d'origine solaire à son prix coûtant actuel, à savoir deux francs le kWh. Pour stimuler l'innovation dans cette industrie, ce montant serait abaissé de 10 centimes chaque année pour les nouveaux contrats. Ce prix de faveur, répercuté sur le tarif de l'électricité, représenterait une hausse de moins de 1% pour le consommateur. ■

MÉDIAS

Le 25 septembre, S-Plus lancera la nouvelle chaîne de télévision nationale à Gstaad. L'essentiel des émissions sera en allemand, bien que la chaîne soit définie comme trilingue. On attend avec impatience «Format NZZ», dont la première édition, sur la chaîne allemande Vox a été accueillie par des commentaires favorables.

La NZZ ne paraît pas le dimanche, mais les abonnés à la télévision par câble zurichoise peuvent consulter cinq pages d'actualités fournies par le grand quotidien sur la *Teleziitig* locale. La région zurichoise est par ailleurs riche en programmes de télévision locale: *Eden-TV*, *Studio Gummilins* et *Regional TV-RTV* en sont quelques exemples.

La diffusion hors du Valais de l'hebdomadaire gratuit *Dimanche* a commencé avec la rentrée. Plus de 30 numéros de ce journal, dont on pensait qu'il serait mort-né, ont déjà paru.

Les journaux d'entreprise se «relookent» eux-aussi. *EPA News*, magazine trimestriel destiné aux collaborateurs de la chaîne, a désormais un nouveau visage et trois éditions en français, en allemand et en italien.